

Cote du document: GC 45/L.4/Add.1
Point de l'ordre du jour: 7
Date: 14 février 2022
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport de situation sur la mise en œuvre du Système d'allocation fondé sur la performance et du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées dans le cadre de FIDA12

Note à l'intention des Gouverneurs

Responsables:

Questions techniques:

Donal Brown

Vice-Président adjoint
Département de la gestion des programmes
téléphone: +39 06 5459 2448
courriel: d.brown@ifad.org

Alberto Cogliati

Vice-Président adjoint et Responsable en chef de la
gestion des risques
Bureau de la gestion globale des risques
téléphone: +39 06 5459 2048
courriel: a.cogliati@ifad.org

Alvaro Lario

Vice-Président adjoint, Responsable des finances en
chef et Contrôleur principal
Département des opérations financières
téléphone: +39 06 5459 2403
courriel: a.lario@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra

Cheffe
Gouvernance institutionnelle et
relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil des gouverneurs — Quarante-cinquième session
Rome, 16 février 2022

Pour: **Information**

Rapport de situation sur la mise en œuvre du Système d'allocation fondé sur la performance et du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées dans le cadre de FIDA12

1. À la suite de l'approbation donnée par le Conseil d'administration à sa douzième session extraordinaire¹, le Conseil des gouverneurs est invité à prendre note des informations complémentaires ci-après concernant le rapport de situation sur la mise en œuvre du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) dans le cadre de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12). Ce document fait également le point sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des engagements souscrits au titre de FIDA12 concernant le Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE). Le Conseil des gouverneurs est aussi invité à prendre note des informations relatives à la mise en œuvre du SAFP durant FIDA11.

I. Mise en œuvre du SAFP et du MARE dans le cadre de FIDA12 (2022-2024)

2. **Engagements pris au titre de FIDA12.** Au cours de la Consultation sur FIDA12, plusieurs engagements ont été pris afin que les ressources du Fonds soient allouées de manière à garantir un niveau d'efficacité optimal et à porter une attention accrue aux pays les plus pauvres. Les critères de sélection des pays, fondés sur les paramètres adoptés au cours de FIDA11, ont été maintenus. Sur cette base, au total, 78 pays ont été sélectionnés pour le cycle de FIDA12. Parmi eux figurent 66 pays à faible revenu (PFR) et pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI), et 12 pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS), auxquels s'appliquent les critères de sélection suivants:
 - i) **Stratégie:** une stratégie de pays valable (programme d'options stratégiques pour le pays ou note de stratégie de pays) est disponible à un stade précoce du cycle du SAFP. Cela garantit que le pays sélectionné s'appuie sur une vision stratégique clairement formulée quant à l'utilisation des ressources du FIDA, et qu'il est prêt à entamer des discussions opérationnelles concrètes.
 - ii) **Capacité d'absorption:** pour toutes les opérations qui sont en cours dans un pays depuis plus d'un an, des fonds doivent avoir été décaissés au moins une fois au cours des 18 derniers mois. Il s'agit de vérifier concrètement la capacité d'absorption, ce qui permet au Fonds de mieux articuler les nouvelles conceptions avec l'appui à l'exécution ou les activités hors prêts.
 - iii) **Appropriation:** aucun prêt approuvé n'est en instance de signature depuis plus de 12 mois. Ce critère permet de vérifier indirectement que le pays s'approprie effectivement le projet et s'engage en sa faveur, ce qui facilite l'utilisation des ressources du FIDA.
3. Des engagements ont également été souscrits concernant la part des ressources de base à allouer par l'intermédiaire du SAFP aux différents groupes de pays:
 - i) **Engagement 17:** attribuer 100% des ressources de base aux PFR et aux PRITI, dont 55% à l'Afrique et 50% à l'Afrique subsaharienne.
 - ii) **Engagement 15:** allouer au moins 25% des ressources de base aux pays en situation de fragilité.
4. En outre, la direction s'est engagée à créer un nouveau mécanisme de financement consacré aux ressources empruntées et à leur utilisation:

¹ Voir le document EB 2022/S12/R.2.

- i) **Engagement 18:** les PRITS ont accès, par le biais des ressources empruntées, à une part comprise entre 11 et 20% du programme de prêts et dons de FIDA12.
- ii) **Engagement 40:** présenter au Conseil d'administration une proposition en vue de la mise en place d'un mécanisme d'accès aux ressources empruntées.
5. **État d'avancement de la mise en œuvre des engagements.** À la session de septembre 2021 du Conseil d'administration, la direction a confirmé l'engagement 40 en approuvant la création du MARE². La mise en œuvre des engagements 15 et 17 sera fonction de la répartition des ressources de base, déterminée à l'aide de la formule de calcul du SAFP au début du cycle de FIDA12, et est examinée plus avant dans les sections qui suivent. L'engagement 18 fera l'objet d'un suivi tout au long du cycle de FIDA12 et il en sera fait rapport au Conseil d'administration à la fin de FIDA12. La réalisation de la cible fixée dépendra de la demande de ressources empruntées des pays admissibles.
6. **Modèle de financement de FIDA12.** À la session de septembre du Conseil d'administration, la direction a transmis aux membres des informations actualisées sur le montant soutenable du programme de prêts et dons pour FIDA12³. Dans ce contexte, les hypothèses de financement qui ont servi de base aux chiffres mentionnés dans le présent additif (le montant des ressources de base allouées au titre du SAFP et celui des ressources empruntées accessibles par l'intermédiaire du MARE) sont indiquées dans le tableau 1. En outre, les ressources de base ont été réparties en deux catégories: ressources allouées au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) et ressources hors CSD. Dans la pratique, cela signifie que la formule de calcul du SAFP est appliquée à deux groupes de pays distincts, à savoir ceux qui sont admis à bénéficier du CSD et ceux qui ne le sont pas. Cela garantit que les ressources distribuées au titre du CSD sont en adéquation avec les ressources disponibles, conformément à la réforme du CSD approuvée en 2019⁴.

Tableau 1

Ressources allouées au titre du SAFP et du MARE pour FIDA12
(en millions d'USD)

Type de ressources	Montant
CSD (ressources de base)	425
Hors CSD (ressources de base)	1 860*
MARE (ressources empruntées)	1 090
Total	3 375

* À l'exclusion des dons (guichet régional/mondial/au niveau des pays).

7. Quant aux ressources empruntées, elles seront accessibles à tous les PFR, PRITI et PRITS admissibles et ne seront plus allouées par l'intermédiaire du SAFP, comme c'était le cas pour FIDA11. Outre les critères de sélection énoncés plus haut, les pays souhaitant bénéficier du MARE devront répondre à un critère d'admissibilité supplémentaire, fondé sur leur niveau d'endettement. D'autres principes régissent l'accès aux ressources empruntées au titre du MARE: l'offre de ressources empruntées; les limites par pays établies en fonction des risques; les conditions de financement différenciées; l'accès fondé sur la demande.
8. En application de ces principes, le montant total des ressources empruntées disponibles sera fixé sur la base de la stratégie de financement et des ressources disponibles pour engagement. Le montant des ressources empruntées mises à la

² Voir le document EB 2021/132/R.9/Rev.1.

³ Voir le document EB 2021/133/R.13.

⁴ Voir le document EB 2019/128/R.44.

disposition de chaque pays sera défini en fonction de la demande et des plafonds fondés sur les risques. Dans le même temps, aucun pays n'est autorisé à emprunter plus de 5% du montant des ressources disponibles au titre du SAFP et du MARE.

9. **Note moyenne du portefeuille.** Les ressources du portefeuille du MARE seront mises à la disposition des pays sur demande, sous réserve qu'une note de crédit moyenne minimale équivalente à BB puisse être garantie. Il est indispensable de respecter cette condition générale pour maintenir la note moyenne du portefeuille global du FIDA au niveau B+, qui correspond à la note moyenne obtenue par le Fonds ces dernières années. La note moyenne du portefeuille du SAFP, inférieure à B+ d'après les projections pour FIDA12, peut être compensée par une note moyenne minimale équivalente à BB pour le portefeuille du MARE (soit la note moyenne du portefeuille de prêts consentis à des conditions ordinaires ces dernières années), l'objectif étant de préserver une note moyenne équivalente à B+ pour l'ensemble du portefeuille du FIDA. La direction continuera de concilier deux impératifs d'égale importance: d'une part, assurer la stabilité du portefeuille et, de l'autre, veiller à ce que les ressources empruntées soient utilisées de manière à optimiser l'impact en matière de développement.
10. Il convient de noter que le montant des ressources à mobiliser lors de la reconstitution pour parvenir au niveau soutenable du programme de prêts et dons susvisé n'avait pas été atteint à la date de rédaction du document⁵. Ainsi, il existe un risque de voir se réduire le montant global des ressources de base dans le courant du cycle, ce qui aurait une incidence sur les valeurs renseignées dans le tableau 1 et utilisées dans la présente analyse.

II. Répartition des ressources de FIDA12

11. **Répartition des ressources de FIDA12.** Grâce à la création du MARE, qui sera lancé dans le cadre de FIDA12, le FIDA disposera d'un mécanisme double d'octroi des ressources. L'offre financière du FIDA se composera donc – sous réserve des conditions d'admissibilité et en fonction de la demande – d'une combinaison de ressources de base/SAFP et de ressources empruntées/MARE. La section ci-après propose une analyse de la répartition des ressources, à la fois pour les différents pays et, plus globalement, pour les groupes de pays, compte tenu de la valeur totale des ressources disponibles au titre du SAFP et du MARE.
12. **Ressources de base.** Comme convenu au cours de la Consultation sur FIDA12, le FIDA répartira les ressources de base du cycle à l'aide de la formule de calcul du SAFP que le Conseil d'administration a approuvée en septembre 2017⁶. L'annexe I présente les notes attribuées aux pays en 2021 par région et les allocations par pays pour FIDA12 (2022-2024). Elle indique par ailleurs les variables utilisées pour établir les allocations.

Tableau 2

Variables de la formule de calcul du SAFP pour FIDA11 – sources

<i>Variable</i>	<i>Source</i>
Revenu national brut par habitant (RNB/hab.)	Indicateurs du développement dans le monde
Population rurale	Indicateurs du développement dans le monde
Indice de vulnérabilité utilisé par le FIDA (IVF)	FIDA
Évaluation de la performance du secteur rural (EPSR)	FIDA
Performance du portefeuille et décaissements (PPD)	FIDA

⁵ Les annonces de contributions pour FIDA12 reçues à la fin de 2021 étaient au nombre de 94 et s'élevaient à 1,203 milliard d'USD.

⁶ Voir le document EB 2017/121/R.3.

13. Pour la première fois depuis la réforme du CSD, les ressources de base ont été divisées en deux catégories, l'une destinée aux pays admissibles au CSD – qui bénéficient de ces fonds selon les modalités régissant les dons –, et l'autre destinée aux pays non admissibles au CSD. Compte tenu de ce découpage, la formule de calcul s'applique, selon l'approche du SAFF, à deux ensembles de pays: les PFR et les PRITI admis à bénéficier du CSD, d'une part, et les PFR et les PRITI qui sont non admissibles d'autre part.
14. Un total de 78 pays ont actuellement été sélectionnés pour le cycle de FIDA12⁷. Parmi ces derniers, 66 sont des PFR et des PRITI, et 12 sont des PRITS. Pour les 66 PFR et PRITI qui accèdent aux ressources de base, les allocations calculées au titre du SAFF ont été établies à l'aide de la formule approuvée par le Conseil d'administration en septembre 2017⁸. Pour FIDA12, la direction a sélectionné cinq pays pour lesquels elle propose de plafonner les montants alloués au titre du SAFF – l'Afghanistan, l'État plurinational de Bolivie, les Philippines, la République arabe syrienne et le Viet Nam –, sur la base d'une évaluation préliminaire de la capacité d'absorption, fondée sur: i) les taux d'utilisation des prêts consentis précédemment par le FIDA; ii) les capacités institutionnelles, dont les limites d'endettement; iii) d'autres circonstances propres aux pays. Conformément aux directives régissant le SAFF, les allocations minimales et maximales sont également appliquées. Aucun pays n'atteint l'allocation maximale (168,75 millions d'USD)⁹. Sao Tomé-et-Principe et Vanuatu, dont les allocations étaient inférieures au seuil plancher, se sont vu attribuer l'allocation minimale (4,5 millions d'USD).

Tableau 3

Allocations plafonnées proposées pour FIDA12

(en USD)

Région	Pays	Allocation calculée avec application de la formule	Montant plafonné
Asie et Pacifique	Afghanistan	42 136 599	25 000 000
Amérique latine et Caraïbes	Bolivie (État plurinational de)	18 394 411	10 000 000
Asie et Pacifique	Philippines	53 967 423	25 000 000
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	République arabe syrienne	23 152 766	10 000 000
Asie et Pacifique	Viet Nam	59 642 167	25 000 000

15. **Performance au regard des engagements pris au titre de FIDA12 concernant les ressources de base.** Comme indiqué dans le tableau 4, la répartition des allocations relevant du SAFF a dépassé tous les engagements pris à l'égard des ressources de base pour FIDA12: 100% des ressources de base sont allouées à des PFR et à des PRITI; plus de 66% vont à l'Afrique, 62,2% à l'Afrique subsaharienne, et 34,5% aux pays présentant des situations de fragilité.

⁷ Les trois critères de sélection des pays sont décrits dans la quatrième partie du rapport de situation sur la mise en œuvre du SAFF.

⁸ Voir le document EB 2017/121/R.3.

⁹ L'allocation maximale de 5% est calculée sur la base du montant total des ressources affectées dans le cadre du SAFF et du MARE, à savoir 3 375 millions d'USD.

Tableau 4

Performance au regard des engagements relatifs aux allocations de FIDA12

(part des ressources de base distribuée au titre du SAFFP)

<i>Groupes de pays</i>	<i>Part des ressources de base allouées au titre de FIDA12</i>	<i>Engagements</i>
Afrique	66,5%	>= 55%
Afrique subsaharienne	62,2%	>= 50%
PFR et PRITI	100%	100%
Pays présentant des situations de fragilité	34,5%	>= 25%

16. **Ressources empruntées.** L'accès aux ressources empruntées, lui, se fera en fonction de la demande et conformément aux principes énoncés dans le document de présentation du MARE approuvé par le Conseil d'administration en avril 2021. Sur la base des critères de sélection et d'admissibilité décrits plus haut, 52 des 78 pays bénéficiaires de FIDA12 sont admissibles au titre du MARE. Parmi ces pays, 11 sont des PFR, 29 sont des PRITI et 12 sont des PRITS. Afin de pouvoir évaluer le montant total des ressources à la disposition des pays admis à bénéficier du MARE, la direction a élaboré un scénario idéal ou indicatif de répartition des ressources du MARE, précisant les montants par pays qui pourraient être alloués si tous les pays admissibles en faisaient la demande et accédaient aux ressources disponibles. Les ressources disponibles par pays selon ce scénario indicatif figurent également à l'annexe I, afin de donner une vue complète des ressources potentiellement disponibles pour chaque pays durant la période de FIDA12.
17. Ce scénario indicatif a été établi compte tenu de deux engagements clés: i) viser une note moyenne minimale de BB pour le portefeuille global du MARE; ii) permettre aux PRITS de recevoir entre 11 et 20% du programme de prêts et dons, conformément à l'engagement pris au titre de FIDA12. La limite de 5% du programme de prêts et dons, qui correspond à la part maximale à laquelle tout pays peut prétendre (ressources de base et empruntées), a également été prise en compte pour fixer ces montants indicatifs, conformément à la méthode prévue dans le cadre du SAFFP. Cela dit, il est très important de garder à l'esprit que ces chiffres sont fournis uniquement à des fins d'illustration et font abstraction de la demande réelle des pays. La répartition indicative des ressources entre les groupes de pays (classés selon le revenu) est donnée au tableau 5.

Tableau 5

Répartition indicative des ressources empruntées sur la période de FIDA12 par catégorie de revenu des pays

<i>Groupes de pays</i>	<i>Part des ressources empruntées</i>	<i>Montant des ressources empruntées (en USD)</i>
PFR	7,4%	81 000 000
PRITI	45,7%	498 500 000
PRITS	46,9%	511 500 000
Total	100,0%	1 091 000 000

18. **Performance au regard des engagements pris au titre de FIDA12 concernant les ressources empruntées.** Au titre de FIDA12, le Fonds s'est engagé à permettre aux PRITS de recevoir entre 11 et 20% des ressources empruntées. Les parts de ressources allouées au titre du MARE selon la catégorie de revenu indiquées dans le tableau 6 sont indicatives; elles dépendront de la demande effective. Dans ce scénario, les PRITS ont accès à 14,6% du programme de prêts et dons, soit une part qui s'inscrit bien dans la plage indiquée ci-dessus.

19. **Répartition des ressources de FIDA12 par niveau de revenu.** Dans les paragraphes qui suivent, on s'intéresse à la répartition totale des ressources de FIDA12 entre les différents pays, par niveau de revenu, l'hypothèse étant posée que tous les pays pouvant bénéficier du SAFF absorbent les ressources mises à leur disposition et que les ressources du MARE sont sollicitées et réparties conformément au scénario indicatif.

Tableau 6

Répartition financière de FIDA12 par catégorie de revenu

<i>Groupes de pays</i>	<i>Part des ressources SAFF + MARE</i>	<i>Montant des ressources de FIDA12 (en USD)</i>
PFR	31,2%	1 052 059 108
PRITI	53,7%	1 812 440 892
PRITS	15,1%	511 500 000
Total	100,0%	3 376 000 000
Part totale du programme de prêts et dons allouée aux PRITS	14,6%	

20. **Répartition des ressources de FIDA12 par pays.** L'annexe I indique les allocations pour FIDA12 et les montants indicatifs attribués au titre du MARE pour 2022-2024 aux différents pays, par région. L'annexe II donne les notes attribuées à la performance du secteur rural pour 2021, lesquelles sont utilisées pour calculer les allocations aux pays pouvant bénéficier du SAFF.

III. Mise en œuvre du SAFF dans le cadre de FIDA11 (2019-2021)

21. Le cycle de FIDA11 s'est achevé à la fin de 2021. Pour FIDA11, la direction avait pris un certain nombre d'engagements concernant le pourcentage des ressources de base alloué à l'Afrique, à l'Afrique subsaharienne, aux PFR, aux PRITI, aux PRITS et aux pays présentant des situations de fragilité, et concernant les ressources allouées à des conditions particulièrement concessionnelles. Ces engagements, qui s'appliquaient dès le début de FIDA11, ont tous été respectés¹⁰. Les paragraphes suivants rendent compte de l'utilisation effective des ressources, des modalités de réaffectation de ressources, et de l'engagement pris en fin de cycle de ne pas réaffecter des ressources supérieures à 10% du programme de prêts et dons de FIDA11.
22. Pendant FIDA11, les plafonds appliqués par la direction étaient fonction de la capacité d'absorption des pays et de la performance du portefeuille. Des plafonds ont été fixés pour les pays suivants: l'Afghanistan, la République-Unie de Tanzanie, le Tadjikistan, le Viet Nam et le Yémen. Tous les pays ont utilisé l'intégralité de leur allocation, à l'exception du Yémen.
23. Depuis décembre 2018, date à laquelle la direction a présenté pour la première fois les allocations relevant du SAFF pour FIDA11 au Conseil d'administration, six pays sont sortis du cycle et n'ont pas utilisé leur allocation. Ces pays sont: le Guyana, l'Iraq, le Nicaragua, la République arabe syrienne, le Yémen et la Zambie.
24. Au cours de FIDA11, la direction a procédé à trois réallocations. Au total, le montant réaffecté s'est établi à 155,4 millions d'USD, soit environ 5% des financements distribués au titre du SAFF (3,325 milliards d'USD). Ce montant a été calculé en prenant en compte les financements attribués aux six pays sortis du cycle, auxquels s'ajoutaient les reliquats des projets approuvés. Le montant total réaffecté est conforme à l'engagement pris au titre de FIDA11 en la matière.

¹⁰ Voir le document EB 2018/125/R.4/Add.1.

25. La répartition des fonds réaffectés par division régionale et catégorie de revenu est exposée au tableau 7. La Division Afrique de l'Ouest et du Centre a capté la plus grande part des fonds réaffectés, suivie de la Division Asie et Pacifique. Concernant le classement par catégorie de revenu, les PRITI ont reçu 66% des ressources réaffectées et les PFR ont reçu les 34% restants.

Tableau 7

Fonds réaffectés au cours de FIDA11 par région et par catégorie de revenu

<i>Division régionale</i>	<i>En millions d'USD</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Catégorie de revenu</i>	<i>En millions d'USD</i>	<i>Pourcentage</i>
Division Asie et Pacifique	36,2	23	PFR	52,3	34
Division Afrique orientale et australe	31,7	20	PRITI	103,1	66
Division Amérique latine et Caraïbes	-	-	PRITS	-	-
Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	3,7	2	Total	155,4	100
Division Afrique de l'Ouest et du Centre	83,8	54			
Total	155,4	100			

26. Le tableau 8 indique la part des ressources réaffectées ou mises à disposition par région au cours de FIDA11, exprimée en pourcentage des allocations régionales respectives en début de cycle. Il convient de noter que la Division Amérique latine et Caraïbes et la Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe ont mis à disposition, respectivement, 16% et 15% des financements reçus. À l'inverse, à la fin du cycle, la Division Afrique de l'Ouest et du Centre avait absorbé 10% de ressources de plus que le montant alloué en début de cycle.

Tableau 8

Part des ressources initialement allouées utilisée à la fin de la période de FIDA11

<i>Division régionale</i>	<i>Financement net reçu (+) ou mis à disposition (-) à la fin de FIDA11, exprimé en % de ressources allouées au titre de FIDA11</i>
Division Asie et Pacifique	+3%
Division Afrique orientale et australe	-1%
Division Amérique latine et Caraïbes	-16%
Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe	-15%
Division Afrique de l'Ouest et du Centre	+10%

27. À la fin de FIDA11, après réaffectation des fonds, le montant total des ressources distribuées s'établit à 3 320 millions d'USD.

Notes attribuées aux pays dans le cadre du SAFP en 2021, allocations pour FIDA12 et montants indicatifs attribués au titre du MARE pour 2022-2024

Tableau 1
Asie et Pacifique

Pays	Variables de la formule de calcul du SAFP pour FIDA12					Conditions de financement et admissibilité au MARE				Allocations relevant du SAFP pour FIDA12	Enveloppe indicative du MARE	Ressources disponibles totales
	RNB/hab. (2020) (USD) ¹	Population rurale (2020)	Note IVF (2022-2024)	Note EPSR (2022)	Note PPD (2021)	Classification des pays par groupe de revenu ²	Conditions de financement	État fragile	Admissible au MARE			
Afghanistan	500	28 245 425	1,69	3,10	4,13	PFR	D	X		25 000 000	s.o.	25 000 000
Bangladesh	2 010	102 045 288	1,50	3,80	5,94	PRITI	M		X	86 276 985	33 000 000	119 276 985
Bhoutan	2 860	445 513	1,52	4,30	5,78	PRITI	PC		X	8 934 982	5 000 000	13 934 982
Cambodge	1 490	12 559 615	1,47	3,70	5,93	PRITI	M		X	38 909 025	14 000 000	52 909 025
Chine	10 610	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	PRITS	O		X	-	168 000 000	168 000 000
Inde	1 900	895 249 465	1,45	4,20	3,31	PRITI	O		X	142 727 849	25 000 000	167 727 849
Indonésie	3 870	119 098 256	1,41	4,10	4,17	PRITI	O		X	58 176 254	60 000 000	118 176 254
République démocratique populaire lao	2 480	4 612 950	1,45	3,30	1,30	PRITI	M			13 237 685	s.o.	13 237 685
Mongolie	3 670	1 014 139	1,40	3,70	5,73	PRITI	O		X	10 327 263	5 000 000	15 327 263
Népal	1 190	22 844 812	1,48	3,90	3,65	PRITI	PC		X	38 535 070	40 000 000	78 535 070
Pakistan	1 280	136 615 972	1,50	3,60	5,62	PRITI	M		X	104 120 955	7 000 000	111 120 955
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2 660	7 613 095	1,48	3,70	5,73	PRITI	M	X		26 830 114	s.o.	26 830 114
Philippines	3 430	57 132 008	1,39	4,00	5,63	PRITI	O		X	25 000 000	60 000 000	85 000 000
Îles Salomon	2 300	507 630	1,62	2,90	5,80	PRITI	PC	X	X	9 650 984	4 500 000	14 150 984
Vanuatu	2 780	223 728	1,56	3,30	-	PRITI	EC/PC		X	4 500 000	4 500 000	9 000 000
Viet Nam	2 660	61 116 376	1,37	3,80	5,92	PRITI	O		X	25 000 000	25 000 000	50 000 000
Total (Asie et Pacifique)										617 227 167		1 068 227 167
Total (SAFP du FIDA)										2 285 000 000		3 376 000 000

Acronymes: RNB/hab. = Revenu national brut par habitant; IVF = indice de vulnérabilité utilisé par le FIDA; EPSR = évaluation de la performance du secteur rural; PPD = performance du portefeuille et décaissements; D = Cadre pour la soutenabilité de la dette; PC = conditions particulièrement concessionnelles; O = conditions ordinaires; M = conditions mixtes; EC/PC = conditions extrêmement concessionnelles/particulièrement concessionnelles; PFR = pays à faible revenu; PRITI = pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure; PRITS = pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure; MARE = Mécanisme d'accès aux ressources empruntées; SAFP = Système d'allocation fondé sur la performance.

Tableau 2
Afrique orientale et australe

Pays	Variables de la formule de calcul du SAFP pour FIDA12					Conditions de financement et admissibilité au MARE				Allocations relevant du SAFP pour FIDA12	Enveloppe indicative du MARE	Ressources disponibles totales
	RNB/hab. (2020) (USD)	Population rurale (2020)	Note IVF (2022-2024)	Note EPSR (2022)	Note PPD (2021)	Classification des pays par groupe de revenu	Conditions de financement	État fragile	Admissible au MARE			
Angola	2 230	10 764 239	1,54	3,40	2,35	PRITI	O		X	18 211 209	10 000 000	28 211 209
Burundi	270	9 989 732	1,62	3,60	5,93	PFR	D	X		44 379 103	s.o.	44 379 103
Comores	1 450	602 695	1,41	2,70	2,19	PRITI	EC/PC	X	X	5 075 782	4 500 000	9 575 782
Eswatini	3 580	872 797	1,30	3,60	5,78	PRITI	O		X	9 071 894	4 500 000	13 571 894
Érythrée	560	3 185 667	1,68	2,00	4,02	PFR	D	X		15 396 687	s.o.	15 396 687
Éthiopie	890	88 286 132	1,63	3,50	5,93	PFR	D	X		78 203 748	s.o.	78 203 748
Kenya	1 760	38 110 543	1,51	4,00	5,90	PRITI	M			76 810 020	s.o.	76 810 020
Lesotho	1 100	1 517 643	1,39	3,70	5,08	PRITI	M		X	15 234 839	5 000 000	20 234 839
Madagascar	480	16 758 038	1,65	3,50	5,90	PFR	EC/PC		X	75 502 309	8 000 000	83 502 309
Malawi	580	15 431 975	1,56	3,70	5,82	PFR	EC/PC		X	75 783 874	8 000 000	83 783 874
Mozambique	460	19 274 238	1,62	3,40	5,91	PFR	D	X		49 309 959	s.o.	49 309 959
Rwanda	780	10 439 964	1,52	3,80	5,86	PFR	EC/PC		X	44 272 104	10 000 000	54 272 104
Soudan du Sud	431	8 872 190	1,56	1,40	-	PFR	D	X		9 833 547	s.o.	9 833 547
République-Unie de Tanzanie	1 080	37 992 745	1,54	3,90	5,73	PRITI	PC		X	61 508 734	5 000 000	66 508 734
Ouganda	800	33 460 832	1,49	3,80	5,62	PFR	EC/PC		X	89 567 042	10 000 000	99 567 042
Zimbabwe	1 090	9 929 068	1,65	3,50	5,67	PRITI	PC	X		37 145 308	s.o.	37 145 308
Total (Afrique orientale et australe)										705 306 162		770 306 162
Total (SAFP du FIDA)										2 285 000 000		3 376 000 000

G

Tableau 3
Amérique latine et Caraïbes

Pays	Variables de la formule de calcul du SAFP pour FIDA12					Conditions de financement et admissibilité au MARE				Allocations relevant du SAFP pour FIDA12	Enveloppe indicative du MARE	Ressources disponibles totales
	RNB/hab. (2020) (USD)	Population rurale (2020)	Note IVF (2022-2024)	Note EPSR (2022)	Note PPD (2021)	Classification des pays par groupe de revenu	Conditions de financement	État fragile	Admissible au MARE			
Argentine	8 930	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	PRITS	O		X	-	15 000 000	15 000 000
Bolivie (État plurinational de)	3 200	3 479 613	1,41	4,00	5,87	PRITI	O		X	10 000 000	13 000 000	23 000 000
Brésil	7 850	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	PRITS	O		X	-	36 000 000	36 000 000
Colombie	5 780	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	PRITS	O		X	-	50 000 000	50 000 000
République dominicaine	7 260	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	PRITS	O		X	-	20 000 000	20 000 000
El Salvador	3 650	1 759 219	1,31	3,90	5,43	PRITI	O		X	11 826 368	4 500 000	16 326 368
Guatemala	4 490	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	PRITS	O		X	-	20 000 000	20 000 000
Haïti	1 250	4 933 898	1,69	3,50	5,78	PRITI	D	X		22 471 832	s.o.	22 471 832
Honduras	2 200	4 119 164	1,33	3,70	1,00	PRITI	M		X	7 706 304	5 000 000	12 706 304
Mexique	8 480	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	PRITS	O		X	-	60 000 000	60 000 000
Pérou	6 010	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	PRITS	O		X	-	60 000 000	60 000 000
Total (Amérique latine et Caraïbes)										52 004 505		335 504 505
Total (SAFP du FIDA)										2 285 000 000		3 376 000 000

Tableau 4
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

Pays	Variables de la formule de calcul du SAFP pour FIDA12					Conditions de financement et admissibilité au MARE				Allocations relevant du SAFP pour FIDA12	Enveloppe indicative du MARE	Ressources disponibles totales
	RNB/hab. (2020) (USD)	Population rurale (2020)	Note IVF (2022-2024)	Note EPSR (2022)	Note PPD (2021)	Classification des pays par groupe de revenu	Conditions de financement	État fragile	Admissible au MARE			
Djibouti	3 320	214 953	1,64	3,30	4,84	PRITI	PC			6 617 006	s.o.	6 617 006
Égypte	3 000	57 479 238	1,50	3,50	4,63	PRITI	O		X	50 354 844	13 000 000	63 354 844
Iraq	4 660	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	PRITS	O		X	-	25 500 000	25 500 000
Jordanie	4 310	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	PRITS	O		X	-	15 000 000	15 000 000
Kirghizistan	1 160	4 093 470	1,44	3,60	5,86	PRITI	EC/PC		X	25 535 948	5 000 000	30 535 948
République de Moldova	4 570	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	PRITS	O		X	-	21 000 000	21 000 000
Maroc	2 980	13 495 042	1,38	4,00	5,90	PRITI	O		X	31 949 838	40 000 000	71 949 838
Soudan	650	27 855 912	1,73	3,30	4,59	PFR	D	X		45 868 931	s.o.	45 868 931
République arabe syrienne	880	7 757 187	1,79	2,60	2,72	PFR	PC	X		10 000 000	s.o.	10 000 000
Tadjikistan	1 060	6 773 729	1,51	3,50	5,88	PRITI	D			24 349 043	s.o.	24 349 043
Tunisie	3 100	3 594 625	1,38	4,00	4,66	PRITI	O		X	15 633 265	8 000 000	23 633 265
Turquie	9 050	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	PRITS	O		X	-	21 000 000	21 000 000
Ouzbékistan	1 670	16 646 304	1,36	3,20	5,74	PRITI	M		X	37 127 329	17 000 000	54 127 329
Total (Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe)										247 436 204		412 936 204
Total (SAFP du FIDA)										2 285 000 000		3 376 000 000

Tableau 5
Afrique de l'Ouest et du Centre

Pays	Variables de la formule de calcul du SAFP pour FIDA12					Conditions de financement et admissibilité au MARE				Allocations relevant du SAFP pour FIDA12	Enveloppe indicative du MARE	Ressources disponibles totales
	RNB/hab. (2020) (USD)	Population rurale (2020)	Note IVF (2022-2024)	Note EPSR (2022)	Note PPD (2021)	Classification des pays par groupe de revenu	Conditions de financement	État fragile	Admissible au MARE			
Bénin	1 280	6 152 663	1,52	3,80	1,31	PRITI	EC/PC		X	13 279 710	15 000 000	28 279 710
Burkina Faso	790	14 229 092	1,61	3,80	5,75	PFR	PC	X	X	58 155 269	10 000 000	68 155 269
Cabo Verde	3 060	185 885	1,39	3,70	5,76	PRITI	PC			5 444 786	s.o.	5 444 786
Cameroun	1 500	11 134 013	1,42	3,50	5,87	PRITI	M	X		46 970 628	s.o.	46 970 628
République centrafricaine	510	2 763 665	1,58	3,00	4,95	PFR	D	X		18 183 968	s.o.	18 183 968
Tchad	660	12 235 274	1,74	3,10	5,78	PFR	D	X		38 496 246	s.o.	38 496 246
République démocratique du Congo	550	47 691 226	1,48	2,70	3,27	PFR	EC/PC	X	X	40 774 045	4 500 000	45 274 045
Congo	1 830	1 755 256	1,60	3,10	3,24	PRITI	M	X		8 861 684	s.o.	8 861 684
Côte d'Ivoire	2 280	12 539 366	1,49	3,80	2,88	PRITI	M		X	19 339 553	14 000 000	33 339 553
Gambie	750	893 697	1,57	3,40	5,76	PFR	D			11 936 110	s.o.	11 936 110
Ghana	2 230	13 167 131	1,40	4,10	5,85	PRITI	M			46 045 375	s.o.	46 045 375
Guinée	1 020	8 109 194	1,52	3,60	5,76	PFR	EC/PC		X	31 279 573	5 000 000	36 279 573
Guinée-Bissau	760	1 079 942	1,53	2,30	5,79	PFR	D	X		11 570 271	s.o.	11 570 271
Libéria	530	2 388 718	1,61	3,30	4,86	PFR	EC/PC		X	26 041 892	8 000 000	34 041 892
Mali	830	11 178 138	1,62	3,70	5,90	PFR	EC/PC	X	X	49 155 308	4 500 000	53 655 308
Mauritanie	1 640	2 058 662	1,67	3,60	5,88	PRITI	M			23 696 976	s.o.	23 696 976
Niger	540	19 466 375	1,75	3,40	5,91	PFR	EC/PC	X	X	80 387 501	8 000 000	88 387 501
Nigéria	2 000	98 151 256	1,53	3,60	3,28	PRITI	M	X	X	56 769 636	30 000 000	86 769 636
Sao Tomé-et-Principe	2 070	56 792	1,51	3,00	5,79	PRITI	D			4 500 000	s.o.	4 500 000
Sénégal	1 430	8 529 808	1,66	3,60	4,37	PRITI	M		X	30 175 812	22 000 000	52 175 812
Sierra Leone	490	4 493 249	1,57	3,30	5,78	PFR	D			25 500 553	s.o.	25 500 553
Togo	920	4 667 449	1,55	3,60	2,87	PFR	PC		X	16 461 065	5 000 000	21 461 065
Total (Afrique de l'Ouest et du Centre)										663 025 962		789 025 962
Total (SAFP du FIDA)										2 285 000 000		3 376 000 000

Notes de bas de page

1. Méthode Atlas de la Banque mondiale, disponible à l'adresse <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GNP.PCAP.CD>.
 2. Country and Lending Groups, Banque mondiale, disponible à l'adresse <https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/906519-world-bank-country-and-lending-groups>.
-

Notes attribuées à la performance du secteur rural pour 2021

Tableau 1
Asie et Pacifique

Indicateurs d'évaluation de la performance du secteur rural	Afghanistan	Bangladesh	Bhoutan	Cambodge	Inde	Indonésie	République démocratique populaire lao	Mongolie	Népal	Pakistan	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Philippines	Îles Salomon	Vanuatu	Viet Nam
1) Politiques et cadre juridique	3,50	4,00	4,10	3,60	4,50	4,40	3,10	3,50	4,20	4,20	4,10	4,40	2,30	3,00	3,9
1.1) Politiques et cadre d'action pour le développement rural et la réduction de la pauvreté rurale	4,40	4,40	4,40	3,40	4,60	4,70	4,30	3,40	4,10	4,20	4,00	4,50	2,50	3,00	4,5
1.2) Cadres juridiques et autonomie des organisations rurales	3,90	3,70	4,20	3,20	4,40	4,40	1,90	3,80	4,30	3,40	4,40	4,60	2,00	3,00	3,3
1.3) Représentation et influence des organisations rurales et des populations rurales	2,30	3,80	3,60	4,20	4,40	4,20	3,10	3,40	4,20	5,00	3,90	4,20	-	-	3,9
2) Gouvernance, transparence et administration publique en milieu rural	2,40	3,10	4,70	2,50	4,30	3,60	2,10	3,50	3,20	3,30	2,60	3,50	2,80	3,00	2,6
2.1) Qualité et transparence de l'allocation des ressources au développement rural	2,70	3,40	4,60	2,90	4,60	3,30	2,10	2,60	3,00	3,80	2,00	3,90	2,50	3,00	2,6
2.2) Responsabilité, transparence et lutte contre la corruption	2,00	2,70	4,80	2,00	3,90	3,90	2,10	4,40	3,40	2,80	3,20	3,10	3,00	3,00	2,5
3) Politiques et pratiques relatives aux ressources naturelles et à l'environnement	3,50	3,60	4,30	4,20	3,80	4,20	3,90	3,90	3,90	3,60	3,50	3,90	2,80	3,50	4
3.1) Politiques d'évaluation environnementale et mécanismes de doléances	4,40	3,80	4,70	4,30	4,00	4,70	4,60	3,00	3,90	4,30	3,90	4,00	2,50	3,50	4,5
3.2) Politiques nationales de lutte contre les changements climatiques	4,20	2,70	3,70	3,70	3,90	3,80	4,00	4,20	3,10	3,00	3,30	3,30	-	-	3,9
3.3) Accès à la terre	1,80	3,30	4,20	4,20	3,60	4,10	3,30	4,20	4,30	3,70	3,00	3,90	3,00	3,50	3,2
3.4) Accès à l'eau	3,40	4,50	4,60	4,50	3,60	4,20	3,50	4,30	4,10	3,40	3,60	4,30	-	-	4,5
4) Politiques financières, accès aux services et aux marchés	2,30	4,00	3,80	3,50	4,40	4,20	2,70	3,60	3,80	3,60	4,00	4,10	3,00	3,00	3,1
4.1) Accessibilité et utilisation des services financiers ruraux	3,00	4,00	3,50	4,40	4,00	4,50	1,90	4,00	4,70	3,70	4,00	4,10	3,00	3,00	3,1
4.2) Climat des investissements pour les entreprises rurales	1,70	2,90	3,90	2,40	4,40	4,40	1,90	3,00	3,60	4,00	3,70	4,00	3,00	3,00	2,6
4.3) Accès aux marchés de produits et d'intrants agricoles	2,90	3,70	3,30	2,70	4,20	2,90	2,30	2,60	3,60	3,40	3,00	3,50	-	-	2,9
4.4) Accès aux services de vulgarisation	1,70	5,20	4,30	4,40	5,00	4,90	4,60	4,80	3,30	3,30	5,30	4,60	3,00	3,00	3,7
5) Nutrition et égalité femmes-hommes	3,00	4,10	4,60	4,30	4,30	4,20	4,20	3,60	4,00	3,60	4,20	4,10	3,00	3,30	4,4
5.1) Cadre d'action pour la nutrition et effets directs	2,80	4,90	5,20	4,70	5,10	4,80	4,50	4,00	4,00	4,10	4,90	4,90	2,50	2,50	4,6
5.2) Cadre d'action pour l'égalité femmes-hommes	3,20	3,20	4,00	3,80	3,50	3,50	3,80	3,20	4,00	3,10	3,40	3,20	3,50	4,00	4,1
6) Politiques macroéconomiques et conditions pour le développement rural	3,70	4,00	4,00	4,20	4,00	4,00	3,80	3,80	4,00	3,20	3,70	4,20	3,30	3,90	4,6
6.1) Politiques monétaires et de change	3,00	4,60	3,80	4,20	4,60	4,30	4,60	4,00	4,50	3,30	4,80	4,20	3,50	4,00	5,3
6.2) Politique budgétaire et fiscalité	4,60	3,20	4,70	4,40	2,70	3,70	2,90	4,10	3,80	2,90	3,10	3,70	2,50	3,50	3,5
6.3) Politique de la dette	3,70	5,00	3,60	4,60	4,60	3,60	3,80	2,70	4,80	3,60	2,70	4,40	3,50	4,00	4,7
6.4) Politique commerciale	3,50	3,10	3,80	3,60	4,00	4,50	3,80	4,20	3,00	2,80	4,00	4,60	3,50	4,00	4,7
Note EPSR globale	3,10	3,80	4,30	3,70	4,20	4,10	3,30	3,70	3,90	3,60	3,70	4,00	2,90	3,30	3,8

Tableau 2
Afrique orientale et australe

Indicateurs d'évaluation de la performance du secteur rural	Angola	Burundi	Comores	Eswatini	Érythrée	Éthiopie	Kenya	Lesotho	Madagascar	Malawi	Mozambique	Rwanda	Soudan du Sud	République-Union de Tanzanie	Ouganda	Zimbabwe
1) Politiques et cadre juridique	4,10	3,90	2,30	3,90	2,50	3,60	4,60	4,10	4,10	4,50	3,90	3,90	1,50	4,10	4,10	4,10
1.1) Politiques et cadre d'action pour le développement rural et la réduction de la pauvreté rurale	3,70	3,70	2,50	4,40	2,50	3,80	4,70	4,30	3,20	3,80	4,20	4,30	2,00	3,50	3,70	4,20
1.2) Cadres juridiques et autonomie des organisations rurales	3,60	3,50	2,00	3,50	2,50	3,50	4,00	4,00	4,20	4,60	3,20	3,60	1,00	4,10	4,30	3,50
1.3) Représentation et influence des organisations rurales et des populations rurales	5,00	4,40	-	3,90	-	3,60	5,00	3,90	5,00	5,00	4,20	3,90	-	4,70	4,20	4,70
2) Gouvernance, transparence et administration publique en milieu rural	3,00	2,20	2,50	2,60	2,30	2,30	3,30	3,60	2,90	2,90	2,50	3,10	1,30	3,20	2,80	2,00
2.1) Qualité et transparence de l'allocation des ressources au développement rural	3,60	2,90	2,50	2,90	2,00	2,10	3,50	3,30	2,50	2,30	2,30	2,80	1,00	3,40	3,00	1,90
2.2) Responsabilité, transparence et lutte contre la corruption	2,40	1,50	2,50	2,30	2,50	2,40	3,00	3,90	3,30	3,40	2,60	3,40	1,50	2,90	2,50	2,00
3) Politiques et pratiques relatives aux ressources naturelles et à l'environnement	3,50	3,40	3,00	3,80	2,30	3,60	4,20	3,90	3,60	3,70	3,70	4,30	1,30	4,30	3,80	3,80
3.1) Politiques d'évaluation environnementale et mécanismes de doléances	3,30	3,10	3,00	3,90	2,00	4,00	4,60	3,80	3,80	3,20	3,90	3,90	1,00	4,50	4,00	3,00
3.2) Politiques nationales de lutte contre les changements climatiques	3,90	3,60	-	4,10	-	3,70	3,40	3,70	3,80	3,30	3,30	3,90	-	4,10	4,30	4,30
3.3) Accès à la terre	2,90	3,00	3,00	3,10	2,50	3,20	4,60	3,30	3,90	4,20	3,90	4,50	1,50	4,30	3,50	3,70
3.4) Accès à l'eau	3,80	3,80	-	4,20	-	3,30	4,20	4,80	2,80	3,90	3,70	4,80	-	4,30	3,40	4,10
4) Politiques financières, accès aux services et aux marchés	3,50	3,90	2,80	3,30	1,80	4,00	4,50	3,30	3,00	4,00	3,80	4,30	1,80	3,80	4,20	3,80
4.1) Accessibilité et utilisation des services financiers ruraux	2,40	3,10	2,50	3,50	1,00	3,70	5,00	3,60	3,90	4,40	3,80	4,60	2,00	3,50	4,50	4,00
4.2) Climat des investissements pour les entreprises rurales	3,40	3,40	3,00	4,20	1,00	3,50	4,80	3,10	3,50	2,80	2,90	4,30	1,50	3,80	3,30	2,90
4.3) Accès aux marchés de produits et d'intrants agricoles	3,40	3,70	-	1,40	-	4,10	3,30	2,30	2,50	3,90	3,70	3,30	-	3,70	4,10	3,40
4.4) Accès aux services de vulgarisation	4,70	5,20	3,00	4,00	3,50	4,80	4,90	4,10	2,10	4,90	4,70	5,10	2,00	4,00	4,90	4,70
5) Nutrition et égalité femmes-hommes	3,20	4,90	2,50	4,20	1,80	4,40	4,10	3,50	3,60	3,70	3,40	3,90	1,00	4,20	4,50	4,50
5.1) Cadre d'action pour la nutrition et effets directs	2,50	5,30	2,00	4,00	2,00	4,50	4,50	3,40	3,80	4,20	2,50	3,00	1,00	4,40	5,30	5,00
5.2) Cadre d'action pour l'égalité femmes-hommes	3,90	4,40	3,00	4,30	1,50	4,20	3,60	3,50	3,30	3,10	4,30	4,70	1,00	3,90	3,70	3,90
6) Politiques macroéconomiques et conditions pour le développement rural	3,10	3,00	3,00	3,90	1,50	3,20	3,30	4,00	3,80	3,40	3,00	3,50	1,30	3,50	3,50	3,00
6.1) Politiques monétaires et de change	3,10	2,90	3,00	4,40	1,50	2,90	3,40	3,90	3,70	2,70	2,00	3,70	1,00	4,20	3,60	3,30
6.2) Politique budgétaire et fiscalité	4,10	2,70	2,50	3,70	1,50	3,50	2,80	4,80	3,60	3,30	3,30	3,50	1,00	3,10	3,00	2,50
6.3) Politique de la dette	2,50	3,60	3,00	4,50	1,50	3,40	3,60	4,20	4,30	3,80	3,10	3,60	1,00	4,20	4,10	3,50
6.4) Politique commerciale	2,70	2,80	3,50	3,10	1,50	2,80	3,50	3,00	3,40	3,60	3,50	3,00	2,00	2,50	3,30	2,70
Note EPSR globale	3,40	3,60	2,70	3,60	2,00	3,50	4,00	3,70	3,50	3,70	3,40	3,80	1,40	3,90	3,80	3,50

Tableau 3
Amérique latine et Caraïbes

Indicateurs d'évaluation de la performance du secteur rural	Bolivie (État plurinational de)	El Salvador	Haïti	Honduras
1) Politiques et cadre juridique	4,60	3,90	3,80	3,80
1.1) Politiques et cadre d'action pour le développement rural et la réduction de la pauvreté rurale	4,40	3,50	3,50	4,10
1.2) Cadres juridiques et autonomie des organisations rurales	4,50	4,10	4,10	3,80
1.3) Représentation et influence des organisations rurales et des populations rurales	5,00	4,20	3,90	3,40
2) Gouvernance, transparence et administration publique en milieu rural	3,50	3,20	2,30	2,60
2.1) Qualité et transparence de l'allocation des ressources au développement rural	3,80	2,40	2,20	2,30
2.2) Responsabilité, transparence et lutte contre la corruption	3,20	4,00	2,30	2,80
3) Politiques et pratiques relatives aux ressources naturelles et à l'environnement	4,30	3,70	3,60	3,90
3.1) Politiques d'évaluation environnementale et mécanismes de doléances	4,80	4,50	2,80	3,20
3.2) Politiques nationales de lutte contre les changements climatiques	3,60	2,40	4,00	3,70
3.3) Accès à la terre	4,40	3,60	3,50	4,50
3.4) Accès à l'eau	4,30	4,10	4,00	4,00
4) Politiques financières, accès aux services et aux marchés	3,30	3,50	3,80	3,60
4.1) Accessibilité et utilisation des services financiers ruraux	3,20	4,20	4,10	3,60
4.2) Climat des investissements pour les entreprises rurales	3,10	2,50	2,80	2,60
4.3) Accès aux marchés de produits et d'intrants agricoles	2,50	2,90	3,50	3,10
4.4) Accès aux services de vulgarisation	4,40	4,20	4,90	5,00
5) Nutrition et égalité femmes-hommes	4,70	4,80	3,40	4,30
5.1) Cadre d'action pour la nutrition et effets directs	4,60	5,10	3,90	4,80
5.2) Cadre d'action pour l'égalité femmes-hommes	4,80	4,40	2,90	3,70
6) Politiques macroéconomiques et conditions pour le développement rural	3,50	4,10	3,80	4,20
6.1) Politiques monétaires et de change	4,30	4,50	3,70	4,90
6.2) Politique budgétaire et fiscalité	2,90	3,90	3,40	3,50
6.3) Politique de la dette	3,50	3,60	4,40	4,00
6.4) Politique commerciale	3,40	4,20	3,50	4,20
Note EPSR globale	4,00	3,90	3,50	3,70

Tableau 4
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

Indicateurs d'évaluation de la performance du secteur rural	Djibouti	Égypte	Kirghizistan	Maroc	Soudan	République arabe syrienne	Tadjikistan	Tunisie	Ouzbékistan
1) Politiques et cadre juridique	3,20	3,60	4,40	4,20	3,20	2,30	3,70	4,40	2,80
1.1) Politiques et cadre d'action pour le développement rural et la réduction de la pauvreté rurale	3,60	4,00	4,20	4,30	2,50	2,50	4,90	4,50	3,60
1.2) Cadres juridiques et autonomie des organisations rurales	3,00	3,10	4,20	4,00	3,30	1,90	2,50	4,40	2,40
1.3) Représentation et influence des organisations rurales et des populations rurales	3,00	3,80	4,70	4,20	3,80	2,50	3,60	4,40	2,50
2) Gouvernance, transparence et administration publique en milieu rural	2,10	2,40	2,00	3,30	2,50	1,80	2,00	3,70	2,00
2.1) Qualité et transparence de l'allocation des ressources au développement rural	2,00	2,30	1,70	3,20	3,30	2,50	2,30	3,30	2,40
2.2) Responsabilité, transparence et lutte contre la corruption	2,10	2,40	2,30	3,40	1,60	1,10	1,60	4,10	1,60
3) Politiques et pratiques relatives aux ressources naturelles et à l'environnement	3,80	3,80	4,30	4,50	3,00	2,60	4,20	4,10	3,90
3.1) Politiques d'évaluation environnementale et mécanismes de doléances	3,80	4,20	4,10	4,80	2,80	2,30	4,10	3,20	3,90
3.2) Politiques nationales de lutte contre les changements climatiques	3,60	2,50	4,20	4,60	3,80	1,80	4,00	4,20	3,70
3.3) Accès à la terre	3,30	4,10	4,50	4,00	2,40	2,50	4,40	4,20	3,80
3.4) Accès à l'eau	4,60	4,30	4,40	4,70	3,10	3,60	4,10	4,60	4,10
4) Politiques financières, accès aux services et aux marchés	2,70	3,50	2,50	4,00	3,60	3,10	3,20	4,20	3,10
4.1) Accessibilité et utilisation des services financiers ruraux	1,90	3,90	3,60	3,60	2,20	1,60	4,60	3,20	3,90
4.2) Climat des investissements pour les entreprises rurales	3,10	2,50	2,30	4,60	3,60	2,10	2,10	4,00	3,70
4.3) Accès aux marchés de produits et d'intrants agricoles	1,70	3,50	2,30	3,70	3,90	3,90	2,60	4,40	2,80
4.4) Accès aux services de vulgarisation	4,20	4,10	1,90	3,90	4,80	4,70	3,30	5,20	1,90
5) Nutrition et égalité femmes-hommes	3,80	4,10	4,20	3,90	4,50	3,20	4,40	4,40	3,70
5.1) Cadre d'action pour la nutrition et effets directs	3,60	4,10	4,70	4,40	4,90	3,20	4,70	4,90	3,40
5.2) Cadre d'action pour l'égalité femmes-hommes	3,90	4,00	3,60	3,40	4,10	3,10	4,10	3,90	4,00
6) Politiques macroéconomiques et conditions pour le développement rural	4,00	3,50	4,00	3,80	2,70	2,70	3,60	3,40	3,50
6.1) Politiques monétaires et de change	4,40	3,40	4,50	4,40	2,70	2,20	4,00	3,30	3,30
6.2) Politique budgétaire et fiscalité	4,00	2,80	3,80	3,40	2,40	1,80	3,40	3,50	3,50
6.3) Politique de la dette	4,30	3,80	3,40	3,80	3,10	3,80	3,40	3,70	3,50
6.4) Politique commerciale	3,30	3,80	4,30	3,60	2,70	3,10	3,60	3,00	3,60
Note EPSR globale	3,30	3,50	3,60	4,00	3,30	2,60	3,50	4,00	3,20

Tableau 5
Afrique de l'Ouest et du Centre

Indicateurs d'évaluation de la performance du secteur rural	Bénin	Burkina Faso	Cabo Verde	Cameroun	République centrafricaine	Tchad	République démocratique du Congo	Congo	Côte d'Ivoire	Gambie	Ghana	Guinée	Guinée-Bissau	Libéria	Mali	Mauritanie	Niger	Nigéria	Sao Tomé-et-Principe	Sénégal	Sierra Leone	Togo
1) Politiques et cadre juridique	3,90	3,80	3,80	4,00	3,90	3,50	2,80	3,60	4,30	3,70	4,20	4,40	2,00	3,90	4,00	3,90	4,10	3,90	3,00	3,30	4,00	3,50
1.1) Politiques et cadre d'action pour le développement rural et la réduction de la pauvreté rurale	3,40	3,20	3,50	4,10	4,00	4,10	4,00	4,20	4,20	3,80	4,20	4,80	2,00	4,30	3,60	3,60	4,60	3,70	3,00	3,50	4,40	3,40
1.2) Cadres juridiques et autonomie des organisations rurales	3,50	3,30	4,00	2,90	3,50	2,20	2,00	2,90	3,90	3,30	4,50	3,60	2,00	3,40	3,80	4,10	3,50	4,00	3,00	3,80	3,70	2,30
1.3) Représentation et influence des organisations rurales et des populations rurales	4,70	5,00	-	5,00	4,20	4,20	2,50	3,80	4,70	3,90	3,90	4,70	-	3,90	4,70	3,90	4,20	3,90	-	2,60	3,90	4,70
2) Gouvernance, transparence et administration publique en milieu rural	3,40	3,60	4,00	2,80	2,20	2,20	1,80	1,90	2,90	3,30	4,20	2,80	1,80	2,70	3,20	3,00	3,30	2,80	3,30	3,50	3,40	3,10
2.1) Qualité et transparence de l'allocation des ressources au développement rural	3,30	3,60	3,50	3,50	2,80	2,70	2,30	2,00	2,90	3,40	3,70	3,50	2,00	2,40	3,90	3,20	3,50	3,00	3,00	2,90	3,30	3,60
2.2) Responsabilité, transparence et lutte contre la corruption	3,50	3,50	4,50	2,10	1,60	1,60	1,30	1,80	2,80	3,10	4,60	2,10	1,50	3,00	2,50	2,80	3,10	2,60	3,50	4,10	3,50	2,60
3) Politiques et pratiques relatives aux ressources naturelles et à l'environnement	4,00	3,90	3,80	4,00	3,50	3,20	2,70	3,50	3,70	3,70	4,10	3,70	2,30	3,70	4,00	3,60	3,00	3,40	3,30	3,30	3,60	3,90
3.1) Politiques d'évaluation environnementale et mécanismes de doléances	3,80	4,00	3,50	3,90	3,50	3,50	3,20	3,90	4,40	3,80	4,30	3,80	2,50	4,10	3,80	3,80	3,10	3,60	3,50	3,60	3,40	3,60
3.2) Politiques nationales de lutte contre les changements climatiques	3,90	4,40	-	4,50	3,80	3,10	2,30	2,50	3,90	3,80	4,40	3,30	-	3,90	3,90	2,90	2,10	2,60	-	2,50	3,60	4,30
3.3) Accès à la terre	3,80	3,70	4,00	3,20	3,00	2,90	2,50	4,30	3,70	3,40	3,80	4,00	2,00	3,60	4,20	4,20	3,70	3,30	3,00	2,80	3,50	4,30
3.4) Accès à l'eau	4,40	3,50	-	4,20	3,80	3,30	2,90	3,40	2,80	3,80	3,70	3,60	-	3,20	4,20	3,60	3,10	3,90	-	4,40	3,80	3,50
4) Politiques financières, accès aux services et aux marchés	3,50	3,90	3,80	3,30	2,60	3,20	2,90	2,60	4,30	2,90	4,40	3,80	2,30	4,00	3,10	3,20	3,60	4,20	3,00	3,30	3,30	3,70
4.1) Accessibilité et utilisation des services financiers ruraux	3,20	3,30	3,50	2,50	2,10	2,20	2,80	2,20	3,90	2,70	4,30	3,90	2,00	4,20	2,90	2,90	3,30	4,40	2,50	4,00	3,00	3,70
4.2) Climat des investissements pour les entreprises rurales	3,70	3,80	3,50	3,10	2,30	3,40	2,40	1,70	4,30	3,00	4,50	3,60	2,50	2,40	4,00	2,70	2,60	4,40	3,00	2,30	2,60	3,90
4.3) Accès aux marchés de produits et d'intrants agricoles	2,60	3,60	-	3,20	3,80	3,70	2,50	3,20	4,10	3,40	4,00	3,10	-	4,40	3,80	2,00	3,70	3,20	-	4,00	2,40	3,40
4.4) Accès aux services de vulgarisation	4,40	4,80	4,50	4,50	2,30	3,60	3,90	3,40	5,00	2,60	4,70	4,40	2,50	4,90	1,80	5,30	4,90	4,60	3,50	2,80	5,10	3,90
5) Nutrition et égalité femmes-hommes	4,00	3,30	3,30	3,70	2,50	3,00	2,70	3,20	3,30	3,70	4,20	3,40	2,50	2,40	3,90	3,70	2,90	3,80	2,50	4,20	2,60	3,80

Indicateurs d'évaluation de la performance du secteur rural	Bénin	Burkina Faso	Cabo Verde	Cameroun	République centrafricaine	Tchad	République démocratique du Congo	Congo	Côte d'Ivoire	Gambie	Ghana	Guinée	Guinée-Bissau	Libéria	Mali	Mauritanie	Niger	Nigéria	Sao Tomé-et-Principe	Sénégal	Sierra Leone	Togo
5.1) Cadre d'action pour la nutrition et effets directs	4,90	3,70	4,00	3,90	2,50	3,10	2,70	2,90	3,00	4,00	4,90	3,50	2,50	1,90	4,80	3,80	3,00	4,30	2,50	4,20	2,20	4,40
5.2) Cadre d'action pour l'égalité femmes-hommes	3,00	2,80	2,50	3,50	2,50	3,00	2,70	3,50	3,50	3,40	3,40	3,20	2,50	2,90	2,90	3,50	2,80	3,30	2,50	4,10	2,90	3,20
6) Politiques macroéconomiques et conditions pour le développement rural	3,70	4,20	3,60	3,30	3,30	3,20	3,50	3,50	4,00	3,30	3,40	3,70	3,00	3,20	4,00	4,00	3,50	3,30	3,00	3,70	2,90	3,60
6.1) Politiques monétaires et de change	4,10	4,70	4,00	4,20	4,00	3,90	3,10	3,90	4,30	3,50	3,20	4,50	3,00	2,00	4,60	4,20	4,20	3,30	3,00	4,20	2,30	4,00
6.2) Politique budgétaire et fiscalité	2,90	3,30	3,50	2,70	3,10	2,80	2,60	3,00	2,80	3,30	3,20	2,70	2,50	3,60	3,10	4,10	3,10	2,30	3,00	3,00	3,00	3,20
6.3) Politique de la dette	3,90	5,00	2,50	3,70	4,10	3,60	4,70	3,60	4,30	3,60	3,90	4,20	2,50	3,70	4,40	3,90	3,70	4,50	2,50	4,00	3,40	4,60
6.4) Politique commerciale	3,90	3,90	4,50	2,50	2,00	2,30	3,70	3,40	4,60	2,90	3,30	3,30	4,00	3,40	3,70	3,70	2,90	3,00	3,50	3,40	2,90	2,60
Note EPSR globale	3,80	3,80	3,70	3,50	3,00	3,10	2,70	3,10	3,80	3,40	4,10	3,6	2,30	3,30	3,70	3,60	3,40	3,60	3,00	3,60	3,30	3,60